

PROCES VERBAL DE LA SÉANCE DU COMITE SYNDICAL DU S.I.S DU VERMOIS DU 11 FEVRIER 2020

L'an deux mil vingt, le onze février, l'Assemblée Générale du SIS du Vermois s'est réunie à vingt heures trente en mairie de Manoncourt-en-Vermois après convocations légales, sous la présidence de Monsieur Laurent MORETTI, Président.

Étaient présents : Mesdames FRANCOIS et BOUTILLAT
Messieurs FORGET, TOUSSAINT, GUILLAUME, HAZOTTE et LACROIX
Pouvoirs : Madame BIER donne pouvoir à Madame BOUTILLAT
Madame HUCHOT donne pouvoir à Madame FRANCOIS
Madame GELMI donne pouvoir à Monsieur TOUSSAINT
Monsieur JANDIN donne pouvoir à Monsieur MORETTI
Excusés : Madame FLAYEUX
Messieurs POIROT et OBRINGER

Monsieur le Président ouvre la séance à 20h30, demande si le compte rendu du 12 novembre 2019 fait l'objet d'observation. Aucune observation n'est émise, le procès-verbal est adopté.

Le président demande l'autorisation au Comité d'ajouter un point à l'ordre du jour. Il propose de délibérer sur la SPL Gestion Locale.

Le Comité accepte.

Désignation d'un secrétaire de séance :

Le président demande à un membre de l'Assemblée Générale d'assurer le secrétariat de séance.
Monsieur FORGET accepte de prendre le secrétariat.

1/2020 – ORGANISATION DU TEMPS SCOLAIRE

Le président informe l'assemblée qu'elle doit prendre position concernant la poursuite de la réforme des rythmes scolaires.

Madame BOUTILLAT demande au Président la raison pour laquelle le Comité doit statuer ce jour.

Le président précise qu'une prise de position doit être actée avant mi-mars afin de permettre à l'éducation nationale de disposer des informations dans la mise en œuvre du processus de gestion des postes.

Le président fait part d'une rencontre avec l'Inspecteur de Circonscription, qui lui a rappelé que nous étions la dernière école de la circonscription à un rythme de 4,5 jours et également alerté sur une fragilité du nombre d'élèves inscrits (156 élèves).

M. GUILLAUME souligne un problème de démographie mais pense que des élèves ont été inscrits à l'extérieur du RIP à cause de la semaine de 4 jours et demi.

Le Président présente le compte rendu du Conseil d'école du 10 février 2020.

Il informe qu'une consultation a été lancée auprès des familles sur l'organisation souhaitée pour la rentrée 2020. Trois sondages ont été effectués par les Représentants des parents d'élèves. Plusieurs relances ont été faites auprès des parents d'élèves afin que le plus de personnes s'exprime.

Sur les 226 personnes inscrites sur les listes, 168 ont répondu, soit 74%.

Il ressort de cette consultation que 130 parents d'élèves sont favorables au retour à la semaine de 4 jours, soit 77% tandis que 38 parents d'élèves, soit 23% souhaitent rester à la semaine de 4 jours et demi.

De plus, certains parents souhaitent une garderie à l'école le mercredi. Actuellement, une vingtaine d'enfants fréquente la garderie du mercredi. C'est le minimum nécessaire.

Depuis 2008, l'accueil des enfants le mercredi ne fonctionnait pas, car trop peu d'enfants étaient inscrits.

Le Président présente le vote du conseil d'école :

Enseignants : 7 votants ; 6 voix pour la semaine de 4 jours, 1 abstention

Parents : 6 votants, (1 absente) ; 5 voix pour la semaine de 4 jours, 1 voix contre. Ce résultat est représentatif des résultats du sondage de l'ensemble des parents d'élèves

Membres du SIS : 2 votants ; 2 abstentions

Au total : 11 voix pour la semaine de 4 jours, 1 voix contre et 3 abstentions

M. GUILLAUME préconise de prendre en compte le souhait des parents ainsi que des enseignants, en rétablissant la semaine de 4 jours.

M. FORGET souligne que les enseignants ont toujours souligné la plus-value de travailler sur les matinées et que cela favorisait les apprentissages.

Le Président précise que la décision du SIS doit s'inscrire dans la continuité du vote du Conseil d'Ecole pour que la DASEN réponde favorablement à la demande de dérogation aux Rythmes Scolaires actuels.

Le Président présente le bilan des rythmes scolaires :

Les TAP :

Vendredi 2019/2020 (exemple)	
<i>1ère partie</i>	<i>2ème partie</i>
Relaxation (Sophie.G)	Sport (David)
Hip-Hop (Aurélien)	Hip-Hop (Aurélien)
Activité Manuelle (Nathalie)	Couture (Nathalie)
Multi-Sport & Karaté (Farid)	Multi-Sport & Karaté (Farid)
Activité Manuelle (Marion)	Activité manuelle (Marion)
Jeux de société (Sophie.K)	Initiation à l'Anglais (Julie.Z)

Tarif : 3€ les 3 heures du vendredis après-midi de 13h10 à 16h10

Payable au forfait de cycle à cycle (exemple : cycle 1 : 3h*7vend. = 21€ pour 7 vendredis après-midi)

Enfants inscrits au TAP cycle par classe :

- PS/MS : 12
- MS/GS : 8
- GS/CP : 16
- CP/CE1 : 14
- CE1/CE2 : 18
- CE2/CM1 : 19
- CM1/CM2 : 13

Soit 102 enfants sur 156 élèves scolarisés, soit 65%.

Pour rappel :

- en 2018/2019 : 94 enfants en TAP (70 primaires + de 6 ans et 24 maternelles – de 6 ans) sur 156 élèves (60%)
- en 2017/2018 nous avons 110 enfants en moyenne par heure de TAP les lundis, mardis, jeudis, sur 168 élèves (65.5%)

Le périscolaire :

- Garderie matin : 10 enfants (*idem* 2018/2019)
- Cantine : entre 85 et 106 enfants en fonction des jours (+ 5 par jour par rapport à 2018/2019)

(70 les vendredis midi)

- Garderie : 45 (en hausse de + 5 par rapport à 2018/2019, en 1^{ère} heure)

(22 le vendredi)

- Mercredi uniquement le déjeuner du midi 11h30/13h30 : 6 à 8 enfants
- Mercredi récréatif : 15 enfants (en hausse de +4)

M. HAZOTTE interroge sur les répercussions au retour de la semaine à 4 jours.

Le Président rappelle qu'un poste dépend uniquement des activités TAP et que trois postes auront une diminution de temps de travail hebdomadaire.

Concernant la participation financière de la CAF, le Président rappelle qu'étant déclaré comme accueil collectif de mineur auprès de jeunesse et sport et ayant signé un PEDT, l'aide est pérenne. Mais il précise la condition qui est que les nouveaux horaires scolaires devront respecter les deux heures de pause méridienne. Le Président souligne que l'on ne dérogera pas.

Le Président tient à souligner le travail accompli par l'équipe d'animation sur la mise en œuvre des TAP durant ces cinq années pour avoir proposé une diversité d'activités aux enfants de notre territoire.

M. GUILLAUME propose un vote nominatif, sur le choix de la semaine de 4 jours ou de la semaine de 4 jours et demi.

Le Président accepte.

Résultats du vote :

6 voies pour la semaine de 4 jours (Mesdames BOUTILLAT, GELMI et Messieurs GUILLAUME, JANDIN, MORETTI, TOUSSAINT)

5 voies pour la semaine de 4 jours et demi (Mesdames BIER, FRANCOIS et Messieurs FORGET, HAZOTTE, LACROIX)

1 abstention (Madame HUCHOT).

Après délibération, le Comité :

DECIDE du retour à la semaine à 4 jours.

2/2020 – RECOURS AUX SERVICES FACULTATIFS PROPOSES PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Le Président informe l'assemblée :

Les centres de gestion de la fonction publique territoriale sont des établissements publics administratifs départementaux, auxquels sont affiliés obligatoirement les collectivités et établissements territoriaux employant moins de 350 fonctionnaires à temps complet.

Les autres collectivités et établissements territoriaux peuvent s'y affilier à titre volontaire.

Un centre de gestion assure pour l'ensemble des agents des collectivités et établissements qui lui sont affiliés, un certain nombre de missions obligatoires définies à l'article 23 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale : organisation de concours de recrutement et d'examens professionnels d'évolution de carrière, publicité des créations et vacances d'emplois (bourse de l'emploi territorial départemental), fonctionnement des instances de dialogue social (commissions administratives paritaires, comité technique), secrétariat des instances médicales (commission de réforme, comité médical), calcul du crédit de temps syndical et remboursement des charges salariales y afférant, reclassement des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, etc.

Ces missions obligatoires sont financées par une cotisation obligatoire payée par les collectivités et établissements affiliés. Elle est assise sur la masse des rémunérations versées aux agents des collectivités et établissements affiliés.

établissements concernés, telles qu'elles apparaissent aux états liquidatifs mensuels ou trimestriels dressés pour le règlement des charges sociales dues aux organismes de sécurité sociale, au titre de l'assurance maladie.

Le taux de cette cotisation est fixé annuellement par délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion dans la limite du taux maximum de 0,8 %.

S'agissant du centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle, cette cotisation est fixée au taux de 0,8 %.

Le centre de gestion peut également proposer des missions facultatives, telles que listées par les articles 24 à 26-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Ces missions facultatives sont financées soit sur la base d'une cotisation additionnelle, soit dans des conditions fixées par convention.

A compter de 2019, les missions facultatives jusqu'alors assurées par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle ont été reprises au sein d'une société publique locale (SPL) créée par les communes et leurs groupements.

Plusieurs raisons ont présidé à cette mutation de la structure juridique soutenant les missions facultatives :

- risque lié à ce que certaines missions facultatives interviennent dans un champ concurrentiel, ce qui entraîne une question d'équité de traitement, les centres de gestion n'étant assujettis ni à la TVA, ni à l'impôt, en raison de leur statut d'établissement public administratif
- lourdeur conséquente des procédures administratives entravant le développement des missions facultatives.

N'assurant plus de missions facultatives, le centre de gestion a notamment cessé de lever la cotisation additionnelle de 0.4 % assise sur la masse salariale (cette cotisation avait d'ailleurs cessé d'être levée depuis juillet 2018 pour permettre aux collectivités et établissements de souscrire des parts sociales et d'accéder ainsi aux services de la SPL).

Cependant, le préfet de Meurthe-et-Moselle a envoyé aux collectivités du département le 31 décembre 2019, un courrier relatif aux irrégularités supposées de la structure juridique de la Société Publique Locale IN-PACT GL créée le 15 décembre 2018.

Dans le souci de continuer à proposer les missions aux collectivités tout en laissant le temps aux organes de décision de la SPL d'apprécier s'il convient ou pas de consolider les statuts de la société publique, le conseil d'administration du centre de gestion a, par délibération du 27 janvier 2020, décidé la mise en place d'une mesure conservatoire en réintégrant les activités de la SPL au CDG, à l'exception du RGPD. Il s'agit également de sécuriser les emplois de la trentaine d'agents concernés.

Considérant qu'il s'agit de missions facultatives et conformément aux dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, la collectivité ou l'établissement public territorial qui souhaite accéder à ces missions doit signer une convention qui organise les modalités juridiques et dispositions financières encadrant les interventions du centre de gestion.

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle a en effet choisi de ne pas remettre en place la cotisation additionnelle de 0.4%, mais dans le même esprit que la SPL, de proposer aux collectivités de sélectionner les services auxquels elles souhaitent adhérer en signant les conventions adéquates.

Ainsi, le centre de gestion propose 10 conventions de missions facultatives réparties entre :

- des missions régulières s'inscrivant dans la durée et concernant l'ensemble des agents de la collectivité
- Une convention **Forfait de base** recouvrant une veille en gestion des carrières, un conseil statutaire individualisé, des conseils pour la mise en place des outils de gestion des ressources humaines, l'analyse

des accidents du travail et des maladies professionnelles, la mise à disposition d'une mutuelle santé pour les salariés et l'animation d'un réseau des Assistants et Conseillers en Prévention (ACP).

- Une convention **Mission de médecine professionnelle et préventive** pour assurer la surveillance médicale des agents
ou une convention **Forfait Santé** recouvrant la surveillance médicale des agents, des actions sur le milieu professionnel, des interventions individualisées suite à avis médical, le conseil à l'autorité territoriale pour la gestion de la situation individuelle, ainsi qu'aux agents concernés (dans les conditions convenues entre avec l'autorité territoriale), et l'accompagnement dans la sollicitation de l'avis des différents organismes statutaires compétents en santé au travail (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail/Comité Social Territorial, Comité médical départemental, Commission de réforme).
 - Une convention **Forfait de gestion des dossiers d'assurance statutaire** pour le suivi des dossiers de demandes de remboursement liés aux sinistres inclus dans les garanties du contrat d'assurance statutaire souscrit auprès du centre de gestion
 - Une convention **Forfait de gestion des dossiers d'assurance prévoyance** pour suivre les adhésions individuelles et les dossiers de demandes de prestations dans le cadre d'une convention signée avec le centre de gestion
 - Une convention **Forfait retraite, réservé aux collectivités de plus de 40 agents**, recouvrant le montage des dossiers et l'étude du droit à départ en retraite, la simulation de pension, la demande de mise en œuvre de la liquidation de pension et l'information personnalisée aux agents concernés
 - Une convention **Mission d'assistance à l'établissement des paies des agents**
 - Une convention **Mission Personnel temporaire** permettant la mise à disposition d'agents (équivalent d'un service intérimaire)
 - Une convention **Mission Chargé de l'Inspection en Santé et Sécurité au Travail (CISST)**.
- des missions ponctuelles réalisées au cas par cas, répondant à une demande particulière de la collectivité dans le cadre d'une **Convention générale d'utilisation des missions facultatives ponctuelles**. Cette convention permet d'accéder à des prestations facturées à l'acte comme par exemple le montage de dossier de retraite, les campagnes de vaccination (anti-grippe, leptospirose...), la réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels, la médiation et la gestion des conflits, la valorisation des archives, etc.
L'ensemble de ces prestations sont décrites dans le catalogue qui a été mis à disposition des membres de la présente assemblée.

Les conditions financières d'accès à ces missions facultatives sont les suivantes :

<p>Convention Forfait de base</p>	<p>61.00€ par salarié* et par an</p> <p>Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026</p> <p>Résiliation possible au plus tard le 30 septembre pour une date d'effet au 1^{er} janvier de l'année suivante</p>
<p>Convention Mission Médecine professionnelle et préventive</p>	<p>Facturation des visites médicales programmées 99.00 € TTC / tarif minoré de 10% pour les collectivités assurées au risque maladie ordinaire dans le cadre du contrat assurance, soit 90.00 €</p> <p>Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026</p> <p>Résiliation possible à partir de 2023, au plus tard le 30 septembre de chaque année, pour une date d'effet au 1^{er} janvier de l'année suivante</p>

<p>Convention Forfait santé</p>	<p>79.20€ par salarié* et par an / tarif minoré de 10% pour les collectivités assurées au risque maladie ordinaire dans le cadre du contrat assurance, soit 72.00 € TTC</p> <p>Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026</p> <p>Résiliation possible à partir de 2023, au plus tard le 30 septembre de chaque année, pour une date d'effet au 1er janvier de l'année suivante</p>
<p>Convention Gestion des dossiers d'assurance statutaire</p>	<p>8/92ème de la prime annuelle versée à l'assureur, calculée sur la base assiette N-1</p> <p>Durée de la convention jusqu'au 31/12/2022 (correspondant à la durée des contrats d'assurance garantissant les risques statutaires)</p> <p>Résiliation possible chaque année, au plus tard le 30 juin, pour une date d'effet au 1^{er} janvier de l'année suivant</p>
<p>Convention Gestion des dossiers d'assurance risque prévoyance</p>	<p>6.00 € par salarié* et par an</p> <p>Durée de la convention jusqu'au 31/12/2024 (correspondant à la durée du contrat collectif de garanties de protection sociale complémentaire au titre du risque « Prévoyance » au profit des agents)</p> <p>Résiliation possible chaque année, au plus tard le 30 juin, pour une date d'effet au 1^{er} janvier de l'année suivant</p>
<p>Convention Gestion des dossiers retraites pour les collectivités de plus de 40 agents</p>	<p>6.90 € par salarié* et par an</p> <p>Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026</p> <p>Résiliation possible à partir de 2023, au plus tard le 30 septembre de chaque année, pour une date d'effet au 1er janvier de l'année suivante</p>
<p>Convention Assistance paie</p>	<p>Tarif mensuel dégressif : De 1 à 10 paies 15.00 € par fiche de paie De 11 à 20 paies 12.00 € par fiche de paie A partir de 21 paies 9.60 € par fiche de paie Paramétrage du logiciel : facture en fonction du devis COSOLUCE</p> <p>Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026</p> <p>Résiliation possible à partir de 2023, au plus tard le 30 septembre de chaque année, pour une date d'effet au 1er janvier de l'année suivante</p>
<p>Convention Personnel temporaire</p>	<p>Tarif mensuel : 12.25% du traitement indiciaire brut de l'agent (facturation mensuelle) Au recrutement : 210.00 € de frais de dossier Dans le cas où aucun candidat présenté ne serait retenu (par le biais du service de remplacement) : 166.00</p> <p>Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026</p>

<p>Convention Mission Chargé de l'Inspection en Santé et Sécurité au Travail</p>	<p>Tarif annuel selon l'effectif déclaré au 01 janvier : De 1 à 19 agents : 1 656.00 € De 20 à 49 agents : 2 484.00 € De 50 à 149 agents : 3 519.00 € A partir de 150 agents : 5 175.00 €</p> <p>Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026</p> <p>Résiliation possible au plus tard le 30 septembre de chaque année, pour une date d'effet au 1er janvier de l'année suivante</p>
<p>Convention générale d'utilisation des missions facultatives ponctuelles</p>	<p>Intervention après validation d'un devis établi, en fonction du besoin et de la complexité de la mission, sur la base d'un tarif horaire :</p> <p>Frais de gestion : 51.00 € Consultant : 60.00 € Expert : 69.00 € Manager : 78.00 € Senior : 114.00 €</p> <p>Durée de la convention jusqu'au 31/12/2026</p> <p>Résiliation possible au plus tard le 30 septembre pour une date d'effet de la résiliation au 1er janvier de l'année suivante</p>
<p>Vaccination antigrippale</p>	<p>prix du vaccin + 17.10 €</p>
<p>Vaccination leptospirose</p>	<p>165.00 €</p>
<p>Examen spirométrie</p>	<p>33.00 €</p>

*La notion de salarié correspond à l'électeur en CAP ou en CCP pour le dernier scrutin.

Pour les tarifs annuels, en cas de souscription en cours d'année, le montant total annuel est dû.

La tarification de toute prestation supplémentaire/complémentaire à celles prévues à la convention est réalisée sur demande de devis, sur la base d'un tarif horaire défini en fonction du besoin et de la complexité de la mission :

Frais de gestion	51.00 €
Consultant	60.00 €
Expert	69.00 €
Manager	78.00 €
Senior	114.00 €

Le Président expose que la signature des conventions suivantes compléterait utilement la gestion des ressources humaines de la collectivité :

- Convention Forfait de base
- Convention Forfait Santé
- Convention Gestion des dossiers d'assurance statutaire
- Convention Gestion des dossiers d'assurance risque prévoyance
- Convention Gestion des dossiers retraites pour les collectivités de plus de 40 agents

- Convention générale d'utilisation des missions facultatives ponctuelles
- Convention Assistance paie
- Convention Personnel temporaire
- Convention Mission Chargé de l'Inspection en Santé et Sécurité au Travail

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Le Président propose à l'assemblée de l'autoriser à signer les conventions figurant en annexe à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, l'assemblée délibérante décide :

D'autoriser le Président à signer les conventions d'utilisation des missions facultatives du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle, figurant en annexe de la présente délibération, ainsi que les actes subséquents (convention complémentaire, proposition d'intervention, formulaires de demande de mission, etc.).

ADOPTÉ à l'unanimité des membres présents.

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

1 – Travaux.

Il a été réalisé durant le mandat :

- la réfection des salles de quatre classes primaire à l'étage, du couloir adjacent et des deux salles de cantine;
- l'installation d'un placard pour le périscolaire,
- la pose de volets en rez de chaussé;
- l'entretien de la toiture;
- l'achat de mobilier;
- la pose de rideaux dans les salles repeintes;
- l'installation d'une alarme;
- l'achat de deux classes mobiles et d'un second TBI;
- l'achat de jeux extérieurs,
- l'achat d'un abri extérieur qui reste à monter.

Le Président souligne que l'isolation de la toiture côté primaire serait à prévoir comme gros travaux.

2 – Budget.

Le Président informe d'un excédent de 9000,00€. En conséquence, les participations des communes ne devraient pas subir d'augmentation.

3 – Association des parents d'élèves.

Le Président informe que l'Association des Parents et Amis de l'école du Vermois remercie le SIS ainsi que les cinq communes pour l'intérêt porté durant ce mandat.

Il informe que le Bal de l'Ecole SONNINI organisé par l'Association des Parents et Amis de l'école du Vermois a lieu le samedi 7 mars 2020 à 19h30 à la salle Marlène Colas de Ville en Vermois.

Le Président remercie les élus pour le travail et les projets menés depuis 2014 au sein de l'école.

La séance est levée à 22h00.